C*E*R*M*T*R*I
FONDS
O. C. I.
PARIS

Numéro 233 — 5 AVRIL 1935 — PRIX : 0 fr. 50 — 8, RUE LEGOUVE, PARIS — Publicité dans " La Vérité " POPULAIRE-PUBLICITÉ 5, Rue St-Augustin

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

Comment mener une lutte à mort pour le renversement de notre bourgeoisie si l'on se prépare à l'Union Sacrée avec elle ?

Le choix s'imposera au Congrès : ou Vers l'Union Sacrée, ou Vers la prise du Pouvoir

La brusque déflagration causée par le rétablissement des deux ans en France et du service militaire en Allemagne a projetté en un clin d'œil le monde au bord du gouffre de la guerre.

Les formations réactionnaires et fascistes, profitent de la situation pour tendre leurs efforts vers l'exacerbation des sentiments chauvins et par une intense campagne contre la prétendue faiblesse de Flandin qui leur donne en fait satisfaction, elles préparent le terrain pour imposer à la Nation au nom du sacrifice patriotique leurs mesures de terreurs militaires. Ainsi le danger fasciste se nourrit du danger de guerre. Le paisible « Front Populaire », sans objectifs de combat, sans programme, sans milices, est resté tout pantois. Que faire quand on n'a autre chose à proposer que des meetings ? Encore des meetings. A moins que quelque foudre éteint de la 4e période stalinienne ne suggère un nouveau moyen, d'ailleurs complémentaire : des pétitions. Des pétitions et des meetings, voilà ce que le « front unique » a proposé à la jeunesse, aux couches paysannes et à l'immensité des travailleurs de France, qui voulaient à tout prix éviter les deux ans.

Seul un grandiose mouvement révolutionnaire sous le signe de la préparation de la grève générale pour renverser le gouvernement des deux ans, des projets Pernot et de chômage, pouvait permettre d'éviter l'application de la sinistre mesure.

⁂

Ou l'Union Sacrée : Ou le Pouvoir

Nous voulons pour le moment n'examiner cette situation qu'en fonction de ses répercussions dans le P. S. (et incidemment dans le P.C.). Des pires malheurs les marxistes tirent un enseignement. L'enseignement qui se dégage des récents événements, c'est qu'on peut rendre parfaitement clair ce fait que les chefs du P.S. (comme ceux du P.C.) sont prêts à nous trahir comme en 1914. Il suffit de lire le « Populaire » et « l'Humanité ».

Qu'on se souvienne qu'en 1914, la trahison a été consommée au nom de la Paix, du Socialisme et contre l'envahisseur. Aujourd'hui, à la tribune du Parlement, Blum proclame au nom de la même Paix, et du même socialisme, les prémisses de la future « Union Sacrée », en « cas d'agression caractérisée de l'Allemagne hitlérienne ». Il parle ainsi, non seulement au nom du P. S., mais aussi au nom du P. C., « sans avoir reçu aucun mandat des camarades communistes » (*sic*). Ce qui est remarquable, c'est que « les camarades communistes » se sont levés (qu'on lise le discours de Thorez) non pour démentir le « mandataire » socialiste, mais pour prononcer les paroles creuses d'usage et en particulier, dénoncer à la vindicte de la Chambre les « trotskystes contre-révolutionnaires ».

Les discours venaient couronner de part et d'autre une série d'articles où Paul Faure s'efforçait de démontrer techniquement que seul le P. S. pouvait assurer la vraie sécurité, tandis que P. Vaillant-Couturier, pour qui le monde tourne de plus en plus à l'envers, démontrait que les antimilitaristes étaient du côté de la bourgeoisie.

A quelques nuances près (le P. C. est bien toujours obligé de se proclamer en paroles contre la Défense nationale. Son acte de naissance date de la trahison de la IIe Internationale sur cette question) les deux partis se trouvent aujourd'hui sur les rails de la même politique : la recherche du remède contre la guerre dans les combinaisons diplomatiques, la S. D. N., « les Pactes d'assistance mutuelle contre l'agresseur » (voir articles de Péri). En l'absence d'un parti révolutionnaire qui les discipline, les parlementaires socialistes ne croient pas opportun de se gêner. Ils se vautrent, avec l'unanimité de la Chambre, dans les louches accords de Laval-Mussolini et comme en témoigne la lecture de la presse italienne, ils donnent des armes à Mussolini contre les antifascistes italiens, en lutte contre la politique de guerre du « Duce ». Nous n'avons jamais dissimulé notre satisfaction lorsque le Parti formulait au sein du front unique des propositions ayant un caractère plus progressif que la stagnation stalinienne dans la politique à la petite semaine des revendications immédiates. Ainsi, du programme lancé par le C. A. P. qui se proposait « la destruction de l'armature de classes de l'Etat bourgeois », et l'instauration d'une « démocratie ouvrière et paysanne ». Mais aujourd'hui, voici que les sommets ont regagné les positions social-démocrates. A l'instar du P. O. B., du laquais de roi Vandervelde, du grand-maître du Plan De Man et du renégat Spaak, les sommets du P. S. se dirigent-ils vers la collaboration avec la bourgeoisie ?

Ce paradoxe est que la *préparation du Congrès* pose présentement au premier plan des préoccupations du Parti, la *question de la prise du Pouvoir*.

En quelques semaines d'intervalle, les mêmes « chefs » affirment la nécessité de détruire l'Etat national et de le défendre. Dans le meilleur des cas, ils se taisent comme Zyromski ou passent à côté. Puisque l'on se propose d'envisager comment prendre le pouvoir — et il n'est pas de tâches plus actuelles — il faut choisir : ou on veut défendre le Pouvoir bourgeois, ou on veut le détruire et le remplacer par le Pouvoir ouvrier. Ou l'Union sacrée, ou la Révolution.

⁂

Les conditions de la prise du Pouvoir

La politique actuellement pratiquée par Blum, P. Faure et le Groupe parlementaire, est incompatible avec la lutte pour le Pouvoir.

De même, la politique intermédiaire du type de celle que laisse prévoir Zyromski dans la B. S. (« nous ne négligerons rien pour arriver finalement à des accords nécessaires pour la vie et le développement du Parti ») ne peut que semer la confusion sous le prétexte d'aboutir à une unanimité factice qui desservira « la vie et le développement » des militants du Parti.

Seule une politique nettement orientée vers les buts révolutionnaires et comportant la pratique permanente de moyens révolutionnaires peut conduire le prolétariat au Pouvoir.

Lutter pour le Pouvoir, c'est lutter pour le renversement de Flandin ou des gouvernements de même type.

Il est clair que la première condition à remplir pour un parti qui se propose de prendre le Pouvoir, c'est de lutter effectivement contre le gouvernement qui a en mains ce Pouvoir. Or, à voir depuis plusieurs mois l'attitude expectative du *Populaire* à l'égard de Flandin, on ne dirait nullement qu'il s'agit de lui arracher le pouvoir.

Pour Blum le pouvoir apparait comme un instrument qu'il serait dangereux de mettre de sitôt entre les mains du prolétariat. Mieux vaut le confier en attendant (l'attente est la seule position claire de Blum) à quelque prudent républicain. Blum a passé environ trois mois à se demander si Flandin ne pourrait être ce prudent républicain. De là les célèbres articles où Flandin est mis en demeure d'être ou Waldeck-Rousseau ou Mussolini, c'est-à-dire ce qu'il ne peut être, dans l'état actuel.

On peut d'ailleurs prévoir que Blum ne nous livrera jamais sa position. Il attend de savoir comme il l'a confié au Congrès de Toulouse, s'il s'agit de la dernière crise du capitalisme ou non, dont la date n'est pas plus précise que celle de « la dernière crise ». Autant attendre l'arrivée du Messie. Ce que nous savons, nous, c'est que si le Prolétariat *n'arrache pas dans une lutte acharnée, contre des gouvernements du type Flandin, le pouvoir à la bourgeoisie capitaliste, c'est inévitablement le fascisme qui s'en emparera.*

⁂

Lutter pour le Pouvoir, c'est profiter de la menace de guerre pour renverser le capitalisme et son Etat national.

Le secrétariat du Parti a décidé que la question de la défense nationale n'était pas à l'ordre du jour. Mais les événements sont moins bienveillants pour le secrétariat du Parti que les journalistes du *Temps*. Malgré Paul Faure et Severac, l'actualité mondiale pose devant tout le prolétariat le problème de la guerre, et par conséquent la question de savoir lequel des deux exemples suivront en cas de guerre, les militants ouvriers : celui de Lénine et de Trotsky, ou celui de Vandervelde, ce récidiviste de l'Union sacrée ?

Par malheur pour Paul Faure, il se trouve donc que la question soumise au congrès (celle du pouvoir) ne peut être séparée, ni de la situation concrète (danger de guerre) ni de la défense nationale elle-même. Comment en effet, parler de détruire l'Etat bourgeois, si on est prêt à le défendre en cas de guerre ? Il est vrai que la socialdémocratie allemande enseignait qu'au seuil de la guerre, le socialisme s'arrêtait comme devant la douane un article d'exportation pour temps de paix.

C'est pourquoi ceux qui ne peuvent quitter le terrain de la socialdémocratie, comme Paul Faure, n'hésiteront pas à employer quelques formules plus gauches : « Union sacrée, jamais ! » C'est aussi la formule de Zyromski : « Pas d'union nationale pendant la paix, pas davantage d'union sacrée durant la guerre. » Mais alors, que proposent-ils ? se demande-t-on.

La Révolution ? Impossible. On ne peut ainsi se lier les mains avec une formule unilatérale, expliquera Zyromski. Pour les léninistes, la lutte pour le pouvoir, c'est-à-dire pour le renversement violent de l'impérialisme, continue en temps de guerre comme en temps de paix. Aujourd'hui d'ailleurs, on doit proclamer que le seul moyen d'éviter la guerre est de profiter de la crise sociale pour faire la Révolution et instaurer les Etats-Unis Socialistes d'Europe. Mais si le prolétariat ne réussit pas à empêcher la guerre, la lutte révolutionnaire doit être poursuivie jusqu'à la défaite de sa propre bourgeoisie et l'instauration de sa dictature. Toutes les explications vagues, les tergiversations qui tendent à édulcorer la netteté de cette conception, sont autant de fumées et d'obstacles sur la voie révolutionnaire.

L'éventualité d'une guerre où l'U.R.S.S. serait l'alliée de la France, oblige aussi à préciser d'une façon très nette que dans ce cas, les seuls intérêts véritables de l'Union soviétique se confondent avec ceux de la révolution en France. Le nécessité du défaitisme pour le Prolétariat français, contre son propre impérialisme, ne saurait dépendre de combinaisons diplomatiques entre l'Etat prolétarien et cet impérialisme. Elle résulte du caractère même de cet impérialisme.

Toute équivoque à ce sujet, du type même de celles entretenues par les Cachin, Gitton, P. V. C., Duclos et Cie, ne peut être considérée que comme le prélude d'une prochaine union sacrée.

Voilà selon quelle ligne doit être envisagée la prise du pouvoir en temps de guerre.

♣

Il faut des mots d'ordre et un programme correspondant à la situation.

Nous avons maintes fois donné l'analyse marxiste de la situation actuelle : situation de crise sociale pré-révolutionnaire, contenant l'embryon d'une situation révolutionnaire, aussi bien que d'une situation contre-révolutionnaire. Son issue dépend de la capacité de l'avant-garde à l'exploiter par une action et des mots d'ordre appropriés.

Quels sont ces mots d'ordre ? Nous trouvous les principaux dans la résolution du Conseil Fédéral de la Seine : Armement, Milices, Grève générale. Comités de Masse ou Communes, Comités de Contrôle. Revendications immédiates liées aux revendications totalitaires (socialisation des Banques et des industries-clés).

Nous aurons l'occasion de développer ultérieurement tous les mots d'ordre. D'autant plus qu'il existe deux façons de les concevoir et de les appliquer : la façon centriste qui consiste à les admettre sur le papier, la méthode marxiste qui consiste à concevoir leur application dans toute la dynamique de la lutte à partir de l'éducation de l'avant-garde sur ces mots d'ordre, jusqu'à leur passage dans la conscience des masses et dans la réalité de la lutte de classe.

Un récent article de la *Bataille Socialiste* du 15 mars, contenant une attaque de la Résolution du Conseil Fédéral de février, est typique de cette première façon statique, antimarxiste, de concevoir les mots d'ordre révolutionnaires.

Ecoutons cette sagesse qui ne le cède en rien à celle de quelque vieille barbe du Comité central pupiste :

« La révolution est avant tout marquée par une étrange (ah ! ah !) méprise sur les conditions absolues d'une prise du pouvoir qui est autre chose qu'une vaine échauffourée ». Que propose ce moraliste dégoûté ? Rien. Il sème l'inquiétude et se fait le théoricien de l'hésitation. Il dit par exemple : « Les masses ne saisissent les armes que le jour où elles ont compris, par leur propre expérience, que chaque fois qu'elles se lèvent pour conquérir un peu plus de bien-être, elles se heurtent au refus brutal des exploiteurs ». Mais le fait que c'est précisément le rôle de l'avant-garde d'éduquer les masses sur la nécessité de s'armer, de les conduire dans leur expérience, de tenir compte des leçons du passé pour prévenir les expériences catastrophiques, n'apparaît nullement

⁂

Pas de victoire révolutionnaire sans parti révolutionnaire, mais le parti révolutionnaire ne se construira vraiment que dans le feu de la lutte pour le Pouvoir.

Enfin, il y a, à la lutte pour le pouvoir, une condition primordiale : qui fera la politique révolutionnaire, qui guidera les masses vers la prise du pouvoir, qui, une fois au pouvoir, en assurera la consolidation ?

L'unique expérience victorieuse d'Octobre nous permet de dire que seul un parti s'inspirant des leçons du Pacte bolchevick de Lénine et de Trotsky, peut le faire.

Seule une avant-garde ayant su assimiler les leçons des défaites et des victoires du passé, peut conduire les masses à la conquête du pouvoir. Il faut bâtir cette avant-garde, pierre angulaire du nouveau parti révolutionnaire mondial, la Quatrième Internationale. En ce sens, l'effort vers l'unité, auquel nous nous associons, ne pourra être utile au prolétariat que s'il signifie un regroupement sur les bases du marxisme révolutionnaire.

Les bolchéviks-léninistes ont dit quelle politique ils condamnaient et quelle politique chaque révolutionnaire devait imposer et pratiquer. Ils font appel au regroupement autour de cette politique, de tous les révolutionnaires du Parti, afin que du congrès se dégage une leçon profitable pour la classe ouvrière, afin qu'une avant-garde se forme qui prenne conscience de ses responsabilités dans la lutte des masses pour le moins jusqu'à la prise du pouvoir.

MARDI 9 AVRIL à 20 h. 30
Palais de la Mutualité, Salle E

Grande Assemblée d'Information

organisée par la tendance
Bolchevik-Léniniste de la S.F.I.O.
(région parisienne)

Sujet traité :
APRES LES DEUX ANS
La situation du Parti devant le CONGRES NATIONAL

Rapporteur :
François GERARD
de la tendance B.-L.

Après le rapport de Gérard la parole sera donnée aux leaders des autres tendances représentées, avec un temps égal de parole pour chacun

Le camarade Frank, retour de Belgique, fera un exposé sur les récents événements et la nouvelle situation du P. O. B.

Carte du Parti exigée à l'entrée
Participation aux frais : 1 franc

JOURNÉE NATIONALE POUR LA « VÉRITÉ »

Tous les camarades membres de la tendance B. L. (région parisienne) sont mobilisés pour le 7 avril au matin. Une permanence fonctionnera rue Legouvé, dès samedi après-midi, de 17 h. à 20 h., et recommencera le dimanche, à 7 heures du matin. Chaque camarade doit venir à cette permanence prendre ses instructions propres pour cette « journée de « La Vérité ».

Assemblée Générale

Le samedi 6, à 20 h. 30, se tiendra salle Augé, 6, rue des Archives (Métro Hôtel de Ville), *une assemblée générale des membres de la tendance avec les camarades de la* Lutte de Classes.

A l'ordre du jour : Le Congrès national.

La VÉRITÉ n'est plus mise en vente dans les kiosques.
Camarades ! Amis ! Abonnez-vous ! aidez-nous !

Abonnement à la « Vérité » :

	France	Etranger
13 nos successifs :	5 fr.	7 fr. 50
26 — —	10 fr.	15 fr.
52 — —	20 fr.	30 fr.

Renouvelez votre abonnement à temps ! (le numéro d'échéance est indiqué sur votre bande). C. C. P. : Pierre Frank, 1368-55, Paris.

Vandervelde et Spaak se sont mis au service de la bourgeoisie
Les ouvriers belges se prépareront à l'action révolutionnaire

La situation

Les événements de Belgique méritent, à plus d'un titre, d'être attentivement suivis par les militants ouvriers de France. Nous leur consacrons une large place dans ce numéro ; nous ne manquerons pas à l'avenir de suivre leur développement.

Dans ce petit pays à l'industrie si développée et si concentrée, la crise a sévi avec une rigueur qui, pour les travailleurs, s'est traduite par des diminutions de salaire, un chômage intense, des conditions d'existence abominables. Le P. O. B. (Parti Ouvrier Belge), qui groupe la classe ouvrière belge, avait, il y a plus d'un an, proposé le « Plan du Travail » pour mettre un terme au chômage. L'agitation pour ce « Plan », contre les arrêtés-lois (leurs décrets-lois), ont obligé le gouvernement de déflation Theunis à céder : les banques étaient acculées à la faillite. L'anarchie capitaliste allait crever au grand jour.

Il suffisait de *vouloir* achever le régime ; mais une fois de plus, la social-démocratie belge allait remplir son rôle de terre-neuve du capitalisme. Après quelques jours de pourparlers, en dépit de ses décisions du dernier congrès, elle participait une fois de plus à un ministère de coalition avec les partis bourgeois ; elle abandonnait le « Plan », elle détournait les ouvriers de l'action de classe pour la capitulation devant l'ennemi.

***

Politique de la bourgeoisie, cette « dévaluation » du franc belge ? Oui. Remarquons d'abord l'accord parfait qui règne, pour employer le mot « dévaluation » et pour éviter le terme impopulaire d'« inflation ». Inflation, la bourgeoisie en a besoin pour poursuivre, dans un second chapitre, l'exploitation des masses menée déjà bien loin avec la déflation. On ne procèdera plus maintenant à des diminutions de salaires ou de pensions, mieux encore on pourra se permettre de les relever de quelques pourcents, puisqu'on paiera les travailleurs en une monnaie qui ne vaudra plus que les deux tiers de sa valeur d'hier.

Contrôle des banques ? Il ne s'agit pas du contrôle des ouvriers et des paysans pour éviter que celles-ci les pillent, il s'agit du contrôle de l'Etat, pour permettre à messieurs les banquiers de se remettre à flot le plus vite possible.

Toutes les grandes revendications du plan, les nationalisations sont renvoyées à des jours meilleurs. Et pourtant le « plan » avait été précisément dressé parce que la situation était tragique et pour permettre de sortir de l'impasse ! Le « père du plan », De Man, qui prétendit aller « au delà du marxisme », et le pseudo-marxiste Vandervelde se sont, sans difficulté aucune, mis au service de sa Majesté. Ils y sont en compagnie de Spaak, le leader de la gauche, qui a trahi avec une vitesse et une désinvolture très prometteuses.

***

Il faut dire ce qui est : la nouvelle capitulation de la direction du P. O. B. n'a pas soulevé grande émotion dans les rangs de la classe ouvrière. On doit même dire que le reniement de Spaak, s'il n'a pas eu prise sur les militants de l'*Action socialiste*, de la tendance révolutionnaire, a troublé nombre de sympathisants d'hier à ce courant. Deux facteurs ont joué pour favoriser cette apathie ; l'un, négatif, c'est que, pour beaucoup, après tout, les coalitions ministérielles précédentes n'ayant pas abouti à des catastrophes, cette fois-ci aussi ce ne sera pas trop grave : cela veut dire que la plupart des travailleurs ne réalisent pas la menace du fascisme; l'autre facteur, celui du danger de guerre qui, dans ce pays qui connut quatre années d'invasion, renforce les tendances à l'union sacrée : le P. O. B. les a d'ailleurs entretenues depuis de longues années.

***

L'expérience du P. O. B. ne manquera pas de transformer l'apathie d'aujourd'hui en mécontentement demain. Mais qui bénéficiera de ce mécontentement et pour faire quoi ? En Belgique, comme ailleurs, se pose avec acuité le problème de l'organisation d'une avant-garde révolutionnaire capable de mettre au pied du mur les De Man et les Spaak, de gagner dans cette tâche la confiance des masses et d'entraîner celles-ci dans la voie révolutionnaire. Ce sera cela, sinon ce sera le fascisme.

Les éléments d'une telle avant-garde existent encore bien faibles : nos camarades de la *Voix Communiste*, les militants de l'*Action socialiste*, à qui l'expérience Spaak doit permettre de tirer quelques enseignements politiques et d'organisation, les forces grandissantes et combatives des *Jeunes Gardes socialistes*. Mais ce n'est pas par leurs seules forces que ces camarades pourront mener à bien leur tâche : l'appui international de tous les militants révolutionnaires doit leur être fourni. Appui politique, appui matériel, nous ne manquerons pas de dire à nos lecteurs comment nous entendons remplir notre devoir et comment ils peuvent nous aider.

Dans ce numéro, nous donnons un certain nombre de documents marquant la position de nos camarades bolchevistes-léninistes belges, celle de l'Action socialiste, des Jeunes Gardes socialistes, et aussi un aperçu du Congrès du P. O. B. qui avait pour but de couvrir la direction. Ils permettront à nos lecteurs d'évoquer dans leurs sections l'expérience du P. O. B. et, en y faisant condamner une politique désastreuse, de battre en brèche les mêmes tendances collaborationnistes dans la S. F. I. O.

LA POULE AUX ŒUFS D'OR

Les conditions modernes de la vie ont fait de l'homme un être fragile, vulnérable aux maladies, et qui vieillit prématurément; ceci malgré les innombrables remèdes mis à sa disposition. Moi-même, en tant que médecin, j'ai eu rarement des satisfactions de ce côté.

Aussi me suis-je préoccupé, (et Claude Bernard n'a-t-il pas écrit: « La maladie n'est rien, le terrain est tout. ») non pas de rechercher un remède contre telle ou telle maladie, mais de redonner à notre organisme fatigué la vitalité qui lui manque, car c'est bien là la véritable clé de la lutte contre les affections et la vieillesse.

En 1912, un savant, Carrel, fit une découverte capitale, et dont je pressentis aussitôt l'immense portée : il isola dans un bocal de verre un petit fragment de la substance d'un être vivant et il le nourrit avec du suc d'embryons de poulets vivants ayant dix jours de couvaison. Or, depuis 1912, ce fragment vit toujours et acune autre substance au monde ne peut remplacer les sucs embryonnaires avec lesquels on l'alimente.

On venait donc de trouver « quelque chose » capable d'entretenir la vie. Carrel appela « tréphones » ces principes à demi-mystérieux qui disparaissent peu à peu de notre organisme à mesure que nous sommes atteints par l'âge ou la maladie. Puisque ce suc embryonnaire est capable d'entretenir la vie d'un tissu pourquoi ne pas traiter de la même façon notre organisme fatigué ? Or, pendant longtemps, cette belle découverte ne dépassa pas les limites du laboratoire ; la technique était si compliquée et si onéreuse que seuls quelques privilégiés de la fortune pouvaient en profiter. Ce n'est qu'à la suite de mes recherches que cette découverte est à la portée de tous.

Une très longue expérimentation m'a permis d'établir cette nouvelle thérapeutique. En effet, dès 1918 je déposai à l'Académie des sciences un pli cacheté sur les premiers résultats de régénérescence par les principes jeunes. Le 4 décembre 1933 je fis une communication sur le choc opératoire (des moribonds furent littéralement ressuscités par l'administration de sucs embryonnaires). Et le 5 mars 1934 le savant Charles Richet fit en mon nom un résumé des principes de ma méthode qu'il appela l'Embryothérapie également à l'Académie des sciences.

J'ai ensuite réalisé pratiquement Embryex qui, sous la forme d'une poudre inaltérable, garde intacts tous les principes actifs des embryons de poulets ; on l'absorbe simplement par la bouche, il est parfaitement assimilable et n'est jamais nocif.

De plus j'ai tenu à ce que Embryex soit préparé sous mes yeux dans mes laboratoires (70, avenue Aristide-Briand, à Montrouge (Seine). Car ma seule préoccupation est de prendre devant les malades la responsabilité du médecin qui dit : « Je préconise un « remède très actif, dont je surveille « l'élaboration et dont j'ai longuement « contrôlé l'efficacité. Je l'indique notamment dans les cas suivants : « fatigues persistantes, anémies, diminution des forces physiques et intellectueiles, troubles des glandes à « sécrétion interne, états prétuberculeux et précancéreux, sénescence. »

Docteur Pierre ROSENTHAL.

Prière d'écrire pour renseignements complémentaires

VACANCES

MANCHE - OCÉAN - COTE D'AZUR
LES ALPES

PENSION COMPLÈTE

STATIONS à partir de. 18
HOTELS CONFORTABLES à partir de 23
HOTELS avec gd confort à partir de 30

S'adresser aux

HOTELS COOP
5, Avenue de la République - PARIS
Conditions spéciales pour longs séjours

Documents

UNE RESOLUTION DU COMITE NATIONAL DES JEUNES GARDES SOCIALISTES

Le 23 mars, au cours des pourparlers, le Comité national des J. G. S. adopta, entre autres, les résolutions suivantes :

Le Comité National demande à tous les J. G. S. de mettre tout en œuvre pour faire triompher les mots d'ordre suivants :

1° Pas de collaboration avec la bourgeoisie ou n'importe quel groupement en dehors du Plan du Travail ;

2° Renforcement de la propagande en vue de hâter la dissolution des Chambres et de créer un vaste mouvement populaire qui permettra au Parti, s'il est porté au pouvoir de briser la puissance des monopoles et des trusts et d'opérer les réformes de structure plus indispensables que jamais ;

3° Préparation intensive de la classe ouvrière, dans ses organisations syndicales en vue de briser par la grève générale des masses et éventuellement par l'insurrection, toute tentative armée de la bourgeoisie capitaliste de violer la légalité et d'établir un gouvernement dictatorial comme en d'autres pays.

Le Comité National J. G. S. examinant la situation politique ;

Regrette que la presse socialiste défende une politique de collaboration autour d'un programme inférieur au Plan du Travail, se mettant ainsi en contradiction avec les résolutions formelles des Congrès antérieurs du P. O. B. ;

S'étonne que les dirigeants du Parti qui ont jusqu'à hier défendu la formule « tout le Plan du Travail au pouvoir » préparent une solution différente alors que les événements récents ne justifient en rien pareil changement d'attitude, même pour défendre le franc, il faut sauver l'économie par la socialisation ;

Affirme que pour lui, le Parti socialiste ne peut, sans peine de périr, administrer la société capitaliste en l'amendant légèrement ; ce serait se compromettre aux yeux des masses révoltées, comme la social-démocratie allemande ou espagnole parce qu'il n'est point de solution à la crise en dehors du Socialisme.

La Voix Communiste, 31 mars 1935

***

LA POSITION DES BOLCHEVIKS LENINISTES BELGES

On recommence ainsi la politique de moindre mal. L'entrée des socialistes dans le gouvernement d'Union Nationale en plus du discrédit de demain, constitue uniquement un acte de faiblesse vis-à-vis de la réaction fascisante dont les exigences et les menaces ne feront que s'accentuer...

Déjà leur offensive est commencée. En même temps que les requins-financiers sèment la panique et avant que la nouvelle politique gouvernementale ne soit connue, une violente campagne de presse est déclenchée contre les « socialistes-naufrageurs du franc ». Les rôles changent et les journaux réactionnaires deviennent les défenseurs des intérêts des petites-gens et des classes moyennes. Le but poursuivi est clair. Le mécontentement qui immanquablement résultera de la politique gouvernementale de demain sera habilement exploité par ceux-là même (financiers et industriels) que le P. O. B. collaborant au pouvoir veut sauver. En récompense des services rendus à la bourgeoisie, les chefs socialistes recevront d'abord les crachats en attendant le développement des organisations nationalistes et fascistes sous la pression desquelles ils seront boutés hors du gouvernement pour finir comme en Allemagne, en Autriche et en Espagne. Là est l'aboutissement de la polique dans laquelle les dirigeants du P. O. B. viennent de s'engager.

La déflation pour ce qui concerne les masses laborieuses a atteint ses buts avec l'aide des dirigeants de la social-démocratie. Maintenant, le gouvernement d'Union Nationale va pratiquer l'inflation que les banquiers au pouvoir n'ont pas voulu faire eux-mêmes. Qu'en résultera-t-il ? C'est déjà commencé. La hausse des prix, ce qui indirectement réduira le pouvoir d'achat des masses, aggravera atrocement leur misère. N'est-ce pas mentir effrontément que de laisser supposer que les ministres socialistes qui sont dans le gouvernement d'Union Nationale sauront agir pour le maintien du pouvoir d'achat des masses laborieuses. En application de leurs fonctions ministérielles ils se feront demain les avocats de la misère à supporter par les masses... en attendant des temps meilleurs.

On ne peut pas se faire d'illusion. L'entrée des dirigeants du mouvement ouvrier dans ce gouvernement provoque incontestablement un profond désarroi politique au sein des masses. Elle ne supprime nullement les antagonismes de classe mais elle troublera pendant un certain temps la notion de classe dans le camp prolétarien pendant que la réaction qui ne désarme pas mettra, elle, ce temps précieux à profit, pour renforcer ses positions d'attaques et ses organisations.

Il faut, et c'est la tâche des éléments conscients des véritables intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses, il faut plus que jamais combattre pour une politique de lutte de classes s'inspirant uniquement de l'intérêt des masses en opposition avec la politique gouvernementale sacrifiant les intérêts des masses aux nécessités du capitalisme.

La Voix Communiste, 31 mars 1935

***

LA POSITION DE L'ACTION SOCIALISTE VIS-A-VIS DE SPAAK

Le Citoyen Spaak, en acceptant de faire partie d'un Ministère tripartite, de collaboration de classe, s'est exclu lui-même de « L'Action Socialiste ».

L'Action Socialiste, 30 mars 1935

***

LEUR APPRECIATION DU MINISTERE

En réalité, et les faits le prouveront à brève échéance, nous nous trouvons devant un ministère, dont la majorité qui fera la loi en son sein, a comme objectif essentiel : la rénovation capitaliste de la Société anonyme Belgique. Ce que cette majorité entend poursuivre, c'est le maintien de tous leurs avantages aux privilégiés de notre régime bourgeois. Peut-être acceptera-t-elle quelques modifications de détail.

L'Action Socialiste, 30 mars 1935

***

COMMENT ILS POSENT LEUR TACHE:

Trêve de « gauchisme »

L'action de gauche commence

Pour nous, socialistes de gauche, foin de « gauchisme » parlementaire, foin de discussions d'académie.

Notre tâche est là : sauver la classe ouvrière de la catastrophe. Plus que jamais, par la lutte ouvrière, pour le triomphe de notre classe. L'instrument essentiel de ce triomphe sera la lutte sur le plan économique.

L'Action Socialiste, 30 mars 1935

Au Congrès du P.O.B.

La grande salle des fêtes de la Maison du Peuple de Bruxelles a conservé les décorations du précédent congrès : sur les côtés, des oriflammes répètent le mot « Plan » ; au-dessus du bureau, sur un fond rouge, on lit : « Unité et action ! Le plan au pouvoir ! » Où est le plan ? Où est l'action ? Il y a cinq membres du P.O.B. devenus ministres.

***

Un millier de délégués. Bien entendu, aucune préparation. Où a-t-on discuté dans ce parti (dans des comités seulement, il n'est pas question d'un débat à la base), qui n'est d'ailleurs pas un parti comme nous l'entendons ici, mais une fédération d'organisations politiques, syndicales, coopératives, jeunes, artistiques, sportives, etc... ? En dehors de Bruxelles et de quelques rares fédérations, partout on vote unanimement. A Bruxelles, la trahison de Spaak a entraîné quelques membres ; les proportions des votes sont sensiblement les suivantes: 75 pour la collaboration ministérielle, 50 contre et 25 abstentions : pour la première fois depuis longtemps, la Fédération bruxelloise rentre dans la ligne du P.O.B. Vandervelde le soulignera avec une satisfaction non dissimulée en rapportant la motion qui sera votée.

Les votes, il faut bien en dire quelques mots. On n'a eu aucune discussion, aucun vote à la base, mais on vous compte toutes les voix, on n'en perd pas une: 519.672 pour, et non pas 519.671 ou 519.673. Ce vote rappelle la façon dont on élabora longtemps le budget en France : on équilibrait les francs, le malheur c'est que la réalité montrait que ça ne marchait pas sur le chiffre des millions. Pour 519.672, contre 41.902, abstentions 18.928. Précision remarquable ! Mais la Fédération de Charleroi a voté unanimement pour (plusieurs dizaines de milliers de voix), alors qu'on pourrait citer telle commune où, sur deux ou trois mille membres, il y a au moins la moitié contre. Démocratie comme la bourgeoisie la pratiqua longtemps.

***

Dans une telle assemblée, presque complètement triée sur le volet, avec des tribunes aussi filtrées que possible, les militants de gauche seront à une rude épreuve. Une hostilité à peine dissimulée les accueille dès le début ; cette majorité écrasante de permanents, de syndicats, de coopératives si docile pendant presque tout le congrès montre tout d'un coup les dents : un militant de l'« Action socialiste » a rappelé une manifestation agitée des mineurs. Il va poser le problème de la guerre. Alors, le bureau, la salle, rappellent à l'orateur que son temps de parole est écoulé ; on ne traduit pas son discours aux délégués flamands.

Les militants de la gauche ont tenté un effort louable. Ils ont montré la direction du parti foulant les décisions de congrès pour collaborer. Ils ont montré tout le danger de la politique entamée. Ils ont montré les capitulations. Mais ce n'est pas leur faire injure que de dire qu'ils ont été un peu désarçonnés dans cette assemblée absolument hostile. Qu'ils ne s'en inquiètent d'ailleurs pas : c'est ailleurs qu'ils peuvent et qu'ils doivent trouver des succès.

***

Les interventions des autres délégués ? Peu de choses à retenir. La situation était grave, on ne pouvait rien faire d'autre, je fais confiance, c'est le point de vue moyen. Il y a quelques-uns plus soucieux de l'avenir qui manifestent des réticences, des réserves. Mais aucune intervention ne menacera la politique de la direction. Et les ministres n'auront pas de grands efforts à faire, en fin de congrès, pour obtenir un vote acquis par avance.

***

Delattre, ministre du Travail. Ce fut jadis, il y a bien longtemps, un mineur. Il participa à des grèves. Mais c'est bien loin.

Aujourd'hui, il ne peut promettre d'établir un salaire minimum pour tout le pays parce que, dit-il, il y a trop de catégories, de métiers différents, des conditions de travail différentes. Quel lien y a-t-il entre ceci et cela ? L'essentiel de son programme, ce sont des commissions paritaires, partout et tout le temps ; ça lui permettra d'étudier de grands rapports.

***

Spaak est accueilli aux applaudissements de la droite. Il fera un long discours d'une forme impeccable mais d'une médiocrité d'argumentation où apparaît tout le petit bourgeois qui se cachait sous des phrases révolutionnaires. C'est lui qui défend la façon d'opérer de la direction, laquelle participa au Ministère sans consulter le parti. Spaak dit qu'il n'y a pas de véritable démocratie si les chefs élus ne peuvent agir de leur propre initiative. Disons tout de suite que, pour notre part, nous ne verrions pas de mal à ce que les directions se souviennent qu'elles ont de l'autorité quand il s'agit d'agir contre la bourgeoisie. Mais, nous pouvons être absolument certains : au prochain conflit des mineurs, on demandera à ceux-ci de choisir par un referendum ; le temps ne pressera pas, la situation ne sera pas catastrophique, la grève pourra bien attendre, ce ne sont pas les finances du capitalisme belge qu'il s'agira de sauver, mais de vulgaires salaires à défendre.

Le plus typique du discours de Spaak, c'est, comme tout rénégat, qu'il se pique d'être un réaliste, un homme politique. Pouvait-on dire à un congrès, c'est-à-dire publiquement, alors qu'il n'y avait pas de Gouvernement, que la situation bancaire était catastrophique ? Une opposition doit savoir être constructive : un Gouvernement bipartite était impossible, le refus socialiste de collaborer dans une formation tripartite, mais c'eût été pousser le roi dans la voie d'un gouvernement dictatorial, etc., etc... Jamais, à un seul instant, il est question des mouvements de masses possibles, de l'intervention de celles-ci pour écarter les tentatives dictatoriales du roi, le roi lui-même.

Enfin, Spaak aborde sa tâche de Ministre avec optimisme. Il a lâché la minorité révolutionnaire, mais il a trouvé un homme remarquable, magnifique, admirable, etc... Spaak espère pouvoir faire un bon bout de chemin en commun avec Van Zeeland : cela n'est pas impossible, mais où aboutira ce chemin ?

Une chose inquiète cependant Spaak. Que fera la jeunesse du parti ? Se laissera-t-elle tromper ? Suivra-t-elle le chemin de la capitulation ? Spaak espère, dit-il, que quand on lui aura expliqué la situation telle qu'elle était, la jeunesse lui donnera raison. Soyez sur vos gardes, camarades J.G.S., c'est le gouvernement, avec les moyens dont il dispose, la corruption et la violence, qui va chercher à désagréger vos rangs, sous prétexte de vous expliquer la situation.

***

De Man va essayer de justifier son abandon du plan. Ce plan qu'il avait préconisé comme d'une application immédiate, il le prétend s'étendant sur des années. Dans le programme Van Zeeland, il y a les premières mesures du plan. Au gouvernement, nous préparerons la situation pour réaliser plus tard les autres mesures du plan. Les autres mesures ? Ce sont les nationalisations et toutes les réformes dites de structure !

De Man se lancera dans une vaste tentative de démagogie. Vous devez nous talonner, dit-il aux délégués. Vous devez exercer à notre égard une critique constructive. Je veux être le Ministre qui fait la guerre au chômage, etc... On fera moins de démonstrations extérieures, mais on agira plus en profondeur.

Après cela, Vandervelde, sur un ton tout à fait Comédie Française, fait adopter une résolution approuvant la collaboration. A ceux qui demandent qu'il soit dit que la procédure suivie ne constitue pas un précédent, on veut bien le leur dire et, puisqu'on est d'accord, à quoi bon l'inscrire dans la motion ? Les délégués retourneront chez eux. Les ministres vont délibérer. Le prolétariat belge doit chercher en lui-même les moyens de se libérer.

DISCOURS DU DÉLÉGUÉ DE L'UNION DÉPARTEMENTALE DE L'ISÈRE AU C.C.N. CONFÉDÉRÉ

LE PLAN DE LA C.G.T.

Nous publions ci-dessous, avec quelques abréviations, le texte de l'intervention du représentant de l'Union Départementale de l'Isère au Comité Confédéral National de la C.G.T. des 18 et 19 mars 1935, sur le Plan.

L'ordre du jour du C.C.N. portait essentiellement sur les questions de l'Unité Syndicale et du Plan.

Sur les mots d'ordre défendus par l'Isère nous devons mener la bataille, l'engager à fond et élaborer la plate-forme de combat de la tendance révolutionnaire.

Il n'y a pas un instant à perdre!

Il faut sauver le mouvement et les organisations syndicales françaises!

Camarades,

La C. G. T. se donne pour but l'« intensification de la propagande » en faveur du Plan. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Le meilleur Plan n'est qu'un chiffon de papier, s'il n'a pas des masses militantes derrière lui. Il est à regretter que dans l'année écoulée depuis l'adoption du Plan, trop peu fut fait pour présenter le Plan aux masses et pour gagner les masses au Plan

Les notes « à l'usage des propagandistes » que nous avons reçues de la C. G. T. depuis des mois insistent sur la nécessité d'un « vigoureux effort de propagande orale poursuivi jusque dans les petits centres ». Je suis sûr que les Unions départementales pourraient mobiliser des cadres suffisants de propagandistes dévoués, mais pour que leurs efforts soient vraiment vigoureux et surtout efficaces, il faut qu'elles-mêmes voient clair dans la question.

Je dois cependant avouer que les discussions sur le Plan, même dans des cercles assez restreints, révèlent une certaine confusion. Peut-être ne sommes-nous pas suffisamment renseignés, nous autres, gens de province. Or, le centre doit nous aider. Je veux, pour ma part, profiter de la session du C. C. N. pour poser des questions, exposer quelques doutes, indiquer quelques lacunes et exiger quelques éclaircissements supplémentaires.

Dans cette salle, il y a beaucoup de camarades qui sont trop expérimentés dans la conduite des masses — beaucoup plus que moi — pour que je doive insister sur cette idée que la propagande ne peut porter que lorsqu'elle est claire et concrète ; c'est pourquoi nous, propagandistes, nous vous demanderons un peu plus de clarté et un peu plus de précision sur le Plan.

Le but du Plan

Dans les différents exposés de la C. G. T. nous lisons souvent qu'il s'agit de rénovation de l'économie nationale, qui est parfois opposée à la « réorganisation économique et sociale », mais parfois aussi identifiée à celle-ci.

Camarades, il est bien difficile de dire aux ouvriers, aux paysans : nous voulons la rénovation de l'économie nationale, étant donné que tout le monde se sert maintenant de la même expression : les Jeunesses Patriotes, les Démocrates Populaires, le Front Paysan, parfois même les radicaux, mais surtout M. Flandin proclament et promettent la rénovation et même la réorganisation de l'économie nationale. Il faut que notre Plan se distingue de ceux de l'ennemi de classe par la définition précise de son but. Toutes les rénovations et réorganisations dont je viens de parler veulent rester sur la base capitaliste, c'est-à-dire sauvegarder la propriété privée des moyens de production. Et le Plan de la C. G. T. ? S'agit-il de rénover l'économie capitaliste ou de la remplacer par une autre ? J'avoue ne pas avoir trouvé une réponse exacte à cette question. Parfois nous lisons dans les mêmes exposés qu'il s'agit non pas d'une transformation du régime actuel, mais seulement de mesures d'urgence pour pallier à la crise. Mais nous trouvons aussi cette affirmation que les mesures d'urgence doivent ouvrir la porte à des transformations plus profondes.

Peut-être que tout cela est juste, mais on ne trouve jamais la définition exacte du régime auquel on veut aboutir. De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement — je ne parle qu'hypothétiquement — de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'état ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? C'est étonnant, camarades, mais tous les exposés et même les « notes à l'usage des propagandistes » n'en disent absolument rien. Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonnienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence nous avons besoin d'une orientation générale. Quel est l'idéal social de la C. G. T. ? Est-ce le socialisme ? Oui ou non ? Il faut qu'on nous le dise, sinon comme propagandistes nous restons tout à fait désarmés devant la masse.

L'anarchie ou le socialisme !

Les difficultés ne font que s'aggraver par le fait que nous ne connaissons la doctrine de la C. G. T. et son programme que partiellement et que les « notes à l'usage des propagandistes » ne nous indiquent pas la littérature qui pourrait nous renseigner. La seule autorité doctrinale citée par les exposés de la C. G. T., c'est Proudhon, le théoricien de l'anarchie. C'est lui qui a dit que « l'atelier doit remplacer le gouvernement ». Aspirons-nous, nous aussi, à l'anarchie ? Voulons-nous remplacer l'anarchie capitaliste par l'anarchie tout pure ? Il semble que non, puisque le Plan parle de nationalisation des industries-clés. Nationalisation signifie pratiquement étatisation. Or, si nous avons recours à l'Etat pour centraliser et diriger l'économie, comment pouvons-nous invoquer Proudhon, qui réclamait de l'Etat une seule chose : qu'il lui fiche la paix ! Et vraiment l'industrie moderne, les trusts, les cartels, les consortiums de banques, tout cela dépasse totalement la vision proudhonienne des échanges équitables entre des producteurs indépendants. Pourquoi donc invoquer Proudhon ? Cela ne peut qu'aggraver le désarroi.

Au capitalisme actuel, qui se survit depuis longtemps, nous ne pouvons opposer que le socialisme. Comme propagandiste de notre organisation syndicale, je crois exprimer l'idée de beaucoup de militants en demandant que le Plan de rénovation économique soit dénommé *le Plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme.*

Alors, avant de prendre place dans le wagon, chaque ouvrier, chaque paysan saura où va le train de la C. G. T.

Camarades, pour l'efficacité de notre propagande, cette précision est absolument indispensable.

Les propositions du Plan

Le Plan de la C. G. T. insiste surtout sur le fait que le crédit est le levier dirigeant de l'économie. Camarades, je suis loin d'être un spécialiste dans les questions de banques et de crédit. Je veux surtout m'instruire pour pouvoir exposer la question aux ouvriers, mais j'avoue de nouveau ne pas avoir trouvé dans les documents de la C. G. T. les éclaircissements dont j'ai besoin. On y parle de la « nationalisation du crédit » et du « contrôle des banques », mais dans le même texte on parle, plutôt par exception, de la « nationalisation des banques ». Est-ce qu'on peut diriger le crédit sans avoir nationalisé les banques ? On ne peut diriger que ce qu'on tient fermement dans les mains. Voulons-nous nationaliser les banques ou non ? Voulons-nous exproprier les banquiers, oui ou non ? Je suppose que oui. Alors il faut le dire ouvertement et clairement. Malheureusement, au lieu de le faire, nous trouvons des formules vagues, par exemple : « La banque doit être au service de l'économie et non l'économie au service de la banque ». (A la page 6 de l'exposé). Un ouvrier m'a demandé de lui expliquer cette phrase nébuleuse. Voyant ma perpexité, il a remarqué : « Mais la banque reste toujours au service de l'économie, comme les trusts, les Compagnies de chemin de fer, etc. Eux tous sont au service de l'économie capitaliste pour dépouiller le peuple. » Cette remarque brutale me paraît beaucoup plus juste que la formule que j'ai citée plus haut. La banque capitaliste est au service de l'économie capitaliste. Il faudrait donc dire : maintenant nous voulons arracher la banque des mains des exploiteurs capitalistes pour en faire un levier de la transformation sociale, c'est-à-dire de l'édification socialiste. Je voudrais bien voir cette formule claire dans le texte du Plan.

La nationalisation des banques ne pourrait naturellement s'effectuer qu'au détriment de la haute finance. Quant aux petits épargnants leurs intérêts doivent être non seulement ménagés, mais protégés. Il faut choisir entre les intérêts des requins financiers et les intérêts des classes moyennes. Notre choix est fait par l'expropriation des premiers. Nous créerons pour les seconds des conditions beaucoup plus favorables qu'actuellement.

Mais la nationalisation des banques ne suffit pas. Après la nationalisation des banques il faudra venir à leur unification complète. Toutes les banques spécialisées doivent être transformées en filiales de la banque nationale. Il n'y a que cette unification qui puisse transformer le système des banques nationalisées en un système de comptabilité et de direction de l'économie nationale.

Contre la dictature du capital financier

Dans les « notes à l'usage des propagandistes » je trouve des données extrêmement précieuses concernant l'organisation de la dictature du capital financier sur notre pays. Se basant sur une enquête faite en 1932, les notes affirment ce qui suit : « Pratiquement, on peut dire que 90 personnes contrôlent et dirigent l'économie de notre pays. » Voilà une affirmation précise et écrasante dans sa précision. Ainsi, le bien-être ou la misère de 100 millions d'êtres humains — car il ne faut pas oublier nos malheureuses colonies saignées plus encore que la métropole par les 90 requins — le sort de 100 millions de personnes dépend du mouvement des doigts de 90 magnats tout-puissants. Ce sont eux qui mettent l'économie nationale dans le gâchis pour conserver leurs privilèges et leur puissance basés sur la misère et sur le sang. Malheureusement, ni l'exposé du Plan ni les commentaires n'indiquent ce qu'il faut faire de ces 90 monarques qui nous dirigent. La réponse devrait être nette : il faut les exproprier, il faut les détrôner, il faut rendre au peuple spolié ce qui lui appartient. Ce serait un bon commencement pour la réalisation du Plan. Je propose, au nom de l'Union départementale de l'Isère, d'inscrire cette mesure dans le texte du Plan. Alors notre propagande deviendra beaucoup plus vigoureuse et beaucoup plus efficace.

La nationalisation de l'industrie

Dans l'exposé du Plan nous trouvons un paragraphe important sous le titre : « Les nationalisations industrialisées ». Ce titre paraît bien étrange. On comprend ce que signifie l'industrie nationalisée, mais on reste tout à fait surpris devant la nationalisation industrialisée. Permettez-moi de dire que de pareils artifices de terminologie compliquent la tâche du propagandiste, en obscurcissant les choses les plus simples. Les « notes à l'usage des propagandistes » ne font même pas mention de la nationalisation de l'industrie. Peut-être que ces notes précédaient la dernière rédaction de l'exposé. Malheureusement, on ne trouve presque jamais de dates sur les documents de la C. G. T. ; c'est une lacune importante qu'il faut combler pour nous faciliter notre travail.

En tout cas nous nous félicitons du fait que la dernière rédaction du Plan pose la thèse suivante : *La nationalisation de certaines industries-clés est nécessaire.* Cependant, le mot « certaines » paraît superflu. Nous ne pouvons pas, naturellement, prétendre nationaliser d'un seul coup toutes les industries les petites, les moyennes, les grandes. Au contraire, pour les petits industriels, pour les artisans, comme pour les petits commerçants et les paysans, le nouveau régime que nous voulons établir doit avoir la plus grande indulgence. Mais le texte parle explicitement des industries-clés, c'est-à-dire des trusts et des cartels puissants, des congrégations comme le Comité des Forges, le Comité des Houillères, les Compagnies de chemin de fer, etc..., etc. En tant qu'il s'agit des industries-clés, il faut les nationaliser toutes et pas « certaines » seulement. Il nous semble même dans l'Isère qu'il faudrait joindre au Plan la liste de ces industries-clés avec des données précises sur leur capital, leurs dividendes, le nombre des ouvriers qu'elles exploitent et le nombre de chômeurs qu'elles vouent à la misère.

Pour parler au peuple, il faut être concret, il faut nommer les choses par leur nom et donner des chiffres exacts, sinon l'ouvrier et surtout le paysan diront : « Ce n'est pas un plan, mais plutôt le rêve platonique d'un bureau quelconque. . »

« Conditions d'acquisition »

C'est sous ce titre que l'exposé du Plan parle des conditions de la nationalisation des industries-clés et évidemment aussi des banques. Nous sommes habitués à penser que la nationalisation doit se faire au moyen d'expropriations effectuées contre les exploiteurs. Mais le Plan parle non pas de l'expropriation, mais de l'acquisition. Est-ce que cela signifie que l'Etat doit tout simplement acheter aux capitalistes les entreprises créées par le travail des ouvriers? Il s'avère que oui. A quel prix ? L'exposé nous répond : le prix doit être calculé « sur la valeur réelle au moment du rachat ». Nous apprenons par la suite que l'« amortissement doit être calculé sur une période de 40 à 50 ans ». Voilà, camarades, une combinaison financière qui ne sourirait guère ni aux ouvriers, ni aux paysans. Comment ? Nous voulons transformer la société et nous commençons par la reconnaissance totale et intégrale de la sacro-sainte propriété capitaliste !

C'est juste ce que le président du Conseil, M. Flandin, a dit récemment au Parlement : « Le capital c'est du travail accumulé. » Et tous les capitalistes du Parlement ont applaudi à cette formule. Malheureusement, elle n'est pas complète. En vérité, il faudrait dire : « le capital, c'est du travail d'ouvriers accumulé par leur exploiteur. » C'est ici le moment de citer Proudhon sur la propriété capitaliste. Vous connaissez la formule : « La propriété, c'est le vol ». On pourrait dire dans ce sens : « La propriété des 90 magnats qui dirigent la France, c'est du vol accumulé ». Non ! Nous ne voulons pas racheter ce qu'on a volé au peuple travailleur, nous ne voulons pas endetter le nouveau régime dès le premier jour, alors qu'il aura bien des tâches à résoudre et bien des difficultés à surmonter. Le capitalisme a fait faillite. Il a ruiné la nation. Les dettes des capitalistes envers le peuple dépassent de beaucoup la valeur réelle de leurs entreprises. Non ! Pas de rachat ! Pas de nouvel esclavage ! L'expropriation pure et simple ou, si vous voulez, confiscation !

J'espère bien que dans cette assemblée, qui représente les opprimés, les exploités, personne ne peut être animé de sympathie pour les magnats menacés de chômage et de misère. Ils sont, d'ailleurs, assez prévoyants pour s'assurer de tous côtés, et vraiment, si quelqu'un d'entre eux se trouvait sans ressources, l'Etat lui assurerait la même pension qu'aux ouvriers retraités. Nous avons suffisamment de vieillards, de jeunes dans la misère frappés par la maladie, de chômeurs permanents, de femmes vouées à la prostitution. Pour remédier à toute cette misère humaine, nous aurons bien besoin des sommes que le Plan, trop généreux, est prêt à attribuer aux exploiteurs et à leurs descendants pendant un demi-siècle. Mais cela signifie, camarades, vouloir élever deux nouvelles générations de fainéants. Non, ce seul paragraphe suffit pour compromettre irréparablement le Plan tout entier aux yeux des masses affamées. Biffez, camarades, ce paragraphe si tôt que possible. Voilà encore une proposition de notre U. D.

L'abolition du secret commercial

Les « notes à l'usage des propagandistes » nous apprennent : « La fraude fiscale est élevée à la hauteur d'une institution. » C'est très bien dit. C'est juste et clair. Mais il ne s'agit pas que de la fraude fiscale. Les affaires Oustric et Stavisky nous ont rappelé que toute l'économie capitaliste est basée non seulement sur l'exploitation légalisée, mais aussi sur la fraude générale. Pour cacher la fraude aux yeux du peuple, il y a un moyen magnifique qui s'appelle le *secret commercial.* On prétend qu'il est nécessaire pour la concurrence. C'est un mensonge monstrueux. La loi sur les ententes industrielles, de Flandin, démontre que les capitalistes n'ont plus de secrets entre eux. Le soi-disant secret du commerce n'est pas autre chose que la conspiration des gros capitalistes contre les producteurs et les consommateurs. L'abolition du secret commercial doit être la première revendication du prolétariat qui se prépare à diriger l'économie nationale.

A vrai dire, le Plan de la C. G. T. n'est pas encore un plan : il ne contient que des directives générales, et même peu précises. Le vrai plan économique exige des données concrètes, des chiffres, des diagrammes. Nous sommes naturellement bien loin de cela. Pour créer la première condition pour la première esquisse du Plan, il faut mettre en évidence tout ce que la nation possède en forces productives, matérielles et humaines, en matières premières, etc. Il faut connaître le vrai prix de revient comme les faux-frais de la fraude capitaliste, et pour cela, il faut abolir, une fois pour toutes, le complot des fraudeurs, qui se nomme le secret commercial.

Le contrôle ouvrier

Le Plan parle, quoique très brièvement, du contrôle ouvrier (Voir les conseils de gestion). Nous sommes dans l'Isère résolument partisans du contrôle ouvrier. On rencontre souvent cette objection : « Le contrôle ne nous suffit pas. Nous voulons la nationalisation et la direction ouvrière. » Cependant, nous n'opposons nullement ces deux mots d'ordre l'un à l'autre. Pour que les ouvriers prennent la gestion de l'industrie — ce qui est absolument nécessaire aussi tôt que possible pour le salut de la civilisation, — il faut revendiquer immédiatement le contrôle ouvrier, comme aussi d'ailleurs le contrôle paysan sur certaines banques, sur les trusts d'engrais, sur la meunerie, etc.

Pour que la nationalisation s'opère non pas bureaucratiquement, mais révolutionnairement, il faut que les ouvriers y participent à chaque étape. Il faut qu'ils s'y préparent dès maintenant. Il faut qu'ils interviennent dès maintenant dans la gestion de l'industrie et de l'économie toute entière sous la forme du contrôle ouvrier en commençant par leur usine. Le Plan, qui envisage ce contrôle sous la forme de collaboration des classes, en mettant la représentation ouvrière en minorité devant la bourgeoisie (Voir conseils d'industrie), prescrit par surcroît que le délégué de chaque catégorie de producteurs doit être nommé « par l'organisation professionnelle ». Nous ne pouvons pas nous faire à cette proposition. Nos syndicats n'englobent malheureusement qu'un douzième ou un quinzième du salariat, le syndicat n'est pas un but en soi, sa mission est au contraire d'entraîner dans la gestion des affaires publiques toute la masse travailleuse

La grève ne peut être profitable aux ouvriers syndiqués ou non, à la condition seulement que l'avant-garde syndicale entraîne la masse entière dans l'action. Pour l'efficacité du contrôle ouvrier la même condition est primordiale. C'est pourquoi le comité de contrôle dans chaque usine ne doit pas être composé seulement des délégués du syndicat, c'est-à-dire du quinzième des ouvriers. Non, il doit être élu par tous les ouvriers de l'usine, sous la direction du syndicat. Ce serait là le vrai commencement de la démocratie ouvrière, libre et honnête, en opposition à la démocratie bourgeoise corrompue jusqu'à la moelle.

La semaine de quarante heures

Le Plan réclame l'application de la semaine de 40 heures sans diminution de salaires. Voilà un mot d'ordre indiscutable. Mais nous savons trop bien que la classe dirigeante et son état se tournent dans l'autre sens, c'est-à-dire veulent abaisser les salaires sans diminuer le nombre des heures de travail. Quels sont donc nos moyens pour aboutir à la semaine de 40 heures ? Les « notes à l'usage des propagandistes » nous apprennent qu' « une action a été engagée pour l'aboutissement d'une convention internationale » et les notes continuent : « Il se peut qu'elle aboutisse prochainement. » Il se peut..., ce n'est pas bien précis et, étant donnée la situation économique et politique internationale, nous sommes plutôt enclins à conclure : il ne se peut pas. Si nous nous trompons, notre représentant à Genève corrigera notre pessimisme. Jusqu'à nouvel ordre les chômeurs de Grenoble — et nous en avons — n'attendent pas grand'chose des ententes genevoises.

Et qu'est-ce qu'on nous propose, à part l'espoir de l'aboutissement prochain d'une convention diplomatique ? Les notes poursuivent : « La propagande doit être poursuivie dans le pays pour faire comprendre la portée sociale de cette revendication ouvrière. » Tout simplement, pour faire comprendre ? Mais tous les ouvriers, même les plus simples, comprennent très bien l'avantage de la semaine de 40 heures sans diminution de salaire. Ce qu'ils attendent de la C.G.T., c'est l'indication des moyens par lesquels on peut aboutir à la réalisation de ce mot d'ordre. Mais c'est ici précisément que commence la grande lacune du Plan : il fait des propositions, il émet des suggestions, il formule des mots d'ordre, mais il se tait totalement sur les moyens de leur réalisation.

La question paysanne

Cependant, avant de passer aux questions des moyens de réalisation du Plan, il faut nous arrêter sur une question d'une gravité exceptionnelle : la question paysanne. Tout le monde en parle, tout le monde proclame la nécessité d'améliorer la situation des paysans, mais il y a beaucoup de malins qui voudraient préparer pour les paysans une omelette, sans casser les œufs du grand capital. Cette méthode ne peut être la nôtre.

En commentant le Plan, les « notes à l'usage des propagandistes » disent : « Il faut libérer les paysans de la double étreinte : trusts des engrais au départ, consortium des grands moulins et de la meunerie à l'arrivée. »

Il est juste de dire : « Il faut libérer les paysans », mais vous savez bien que le paysan n'aime pas les formules vagues et plafoniques. Et il a diablement raison. « Il faut libérer. » Mais comment ? Voici la seule réponse possible : il faut exproprier et nationaliser les trusts des engrais et la grande meunerie et les mettre vraiment au service des agriculteurs et des consommateurs. On ne peut pas aider les paysans sans porter atteinte aux intérêts du grand capital.

Le Plan parle de la « réorganisation générale de la production agricole », mais il ne précise ni le sens de cette réorganisation, ni ses moyens. L'idée d'exproprier les paysans ou de les forcer par la violence à se mettre sur la voie de la production socialiste est si absurde qu'elle ne vaut pas la peine d'être critiquée; personne d'ailleurs ne propose des mesures pareilles. C'est la paysannerie elle-même qui doit choisir la voie du salut. Le prolétariat assurera à ce qu'auront choisi les paysans son appui sincère et efficace. Les coopératives paysannes sont les moyens les plus importants pour permettre la libération de l'économie agricole des cloisons trop étroites de la parcelle. Les commentaires du Plan disent : « Les coopératives paysannes de production, de stockage et de vente doivent être encouragées et aidées. » Malheureusement on ne nous dit pas par qui et comment elles doivent être encouragées et aidées. Nous retrouvons à chaque étape la même lacune. Les revendications du Plan ont souvent l'air de lettres sans adresse.

Sous quel régime politique ?

Qui est-ce qui nationalisera les banques, les industries-clés, viendra en aide aux paysans, introduira la semaine de 40 heures, en un mot, appliquera le programme de la C.G.T. ? Qui et comment ? Cette question, camarades, est décisive. Si elle reste sans réponse, le Plan tout entier reste suspendu en l'air.

C'est dans le paragraphe sur les « nationalisations industrialisées » que nous trouvons en passant une réponse indirecte et tout à fait étonnante à la question qui nous intéresse. Voilà comment le but même du Plan est défini dans ce paragraphe : « Il s'agit d'établir... les moda-

Le plan de la C.G.T.

(Suite de la page 3)

lités techniques d'un programme qui puissent être applicables *indépendamment du régime politique...* » On se frotte involontairement les yeux une ou deux fois en lisant cette formule invraisemblable. Ainsi, le Plan qui doit être dirigé contre les banquiers, les magnats des trusts, contre les 90 dictateurs de la France et des Colonies, le Plan qui doit sauver les ouvriers, les paysans, les artisans, les petits commerçants, les employés et les petits fonctionnaires, ce Plan serait indépendant du régime politique? Autrement dit, le gouvernail de l'Etat peut rester, comme il l'est actuellement, dans les mains des exploiteurs, des oppresseurs, des affameurs du peuple, n'importe, la C.G.T. présente à ce gouvernement son Plan de rénovation économique. Disons-le franchement et ouvertement, cette prétendue indépendance du Plan à l'égard du régime politique annihile totalement la valeur réelle du Plan, en le plaçant en dehors de la réalité sociale.

Qui détient le pouvoir ?

Ce ne sont naturellement pas les formes constitutionnelles ou bureaucratiques du régime étatique qui nous intéressent en ce moment. Mais il y a une question qui domine toutes les autres, celle-ci : quelle est la classe qui détient le pouvoir ? Pour transformer la société féodale en société socialiste il a fallu que la bourgeoisie arrache par la violence le pouvoir des mains de la monarchie, de la noblesse et du clergé. Le Tiers-Etat a très bien compris que son plan de « rénovation économique et sociale » exigeait un régime adéquat. Et de même que la bourgeoisie consciente n'a pas chargé Louis Capet d'abolir le régime médiéval, le prolétariat ne peut charger ni Flandin, ni Herriot, ni d'autres chefs de la bourgeoisie d'appliquer le plan qui doit aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie elle-même. Celui qui détient le pouvoir décide des formes de la propriété et toute la réforme se réduit en dernière analyse à l'abolition de la propriété privée et à l'instauration de la propriété collective ou socialiste sur les moyens de production. Celui qui croit que la bourgeoisie est capable de s'exproprier elle-même est peut-être un excellent poète, mais je ne lui confierai pas, pour ma part, la caisse du moindre syndicat, parce qu'il vit dans le domaine des rêves et nous voulons, nous, rester dans la réalité.

Il faut le dire carrément : seul un gouvernement révolutionnaire, celui des ouvriers et des paysans, prêt à la lutte implacable contre tous les exploiteurs, peut appliquer le plan, le compléter, le développer et le dépasser dans la voie du sociaisme. Cela signifie pour le prolétariat : conquérir le pouvoir.

La lutte des classes ou leur collaboration ?

A qui s'adresse le Plan ? Aux possédants pour les attendrir ou aux dépossédés pour les dresser contre l'oppression ? Nous autres, propagandistes, devons tout de même savoir à qui nous nous adressons et sur quel ton. Ni le Plan ni les commentaires ne nous instruisent là-dessus. L'exposé officiel nous dit que le Plan lancé par la C.G.T. doit être « favorablement accueilli du *grand public* ». Je vous demande, camarades, et je me demande à moi-même : qu'est-ce que cela veut dire, le grand public ? Ce n'est pas, je suppose, le public des grands boulevards. Dans le mouvement syndical, dans la lutte sociale nous nous sommes habitués à discerner avant tout les classes : le prolétariat, la bourgeoisie, les différentes couches de la petite bourgeoisie. Nous espérons bien que le prolétariat et les couches inférieures de la petite bourgeoisie accepteront favorablement le Plan, à condition qu'il soit mis au point, épuré des équivoques et présenté aux masses comme un programme de lutte. Mais les ouvriers et les paysans pauvres, ce n'est pas le « grand public ». Veut-on dire, par exemple, que c'est la grosse bourgeoisie qui doit accepter le Plan de la C.G.T. ? Non, évidemment, on ne veut pas se moquer de nous. Consultons le « Temps ». Il y a quelques semaines, ce journal qui représente bien les 90 magnats du capital, c'est-à-dire l'oligarchie dirigeante, protestait véhémentement contre toute participation des syndicats ouvriers dans les corporations industrielles : je vous cite deux phrases qui valent des volumes : « La paix sociale a été obtenue sous l'Ancien Régime au prix de l'interdiction de toute association ouvrière. » Voilà la grosse bourgeoisie aux abois qui cherche maintenant son inspiration dans l'Ancien Régime ! Et puis le même article dit : « Le corporatisme signifie ici le syndicalisme. Le « Temps » nous démontre ainsi chaque jour que la classe dirigeante, non seulement ne se prépare pas à faire des concessions, dans le sens du Plan de la C.G.T. mais au contraire qu'elle envisage la possibilité d'écraser la C.G.T. elle-même.

Jaurès a très bien dit que le « Temps », c'est la bourgeoisie faite journal. Avec cette bourgeoisie, qui s'inspire maintenant de l'Ancien Régime pour interdire toute association ouvrière, la collaboration est-elle possible ? Poser cette question, c'est y répondre. Il ne reste que la lutte implacable et jusqu'au bout.

Le principal défaut du plan

Les observations, les critiques et les suggestions que je présente ici au nom de notre Union Départementale sont déjà assez connues [illegible] je suis malheureusement loin d'avoir épuisé les questions même les plus importantes. Aussi tient-il d'autant plus nécessaire d'indiquer le défaut fondamental du Plan : ses auteurs veulent se placer au-dessus des classes, c'est-à-dire en dehors de la réalité. Ils parlent du grand public, parce qu'ils veulent gagner tout le monde. Ils veulent nationaliser les banques, mais sans préjudice pour la haute finance, nationaliser les trusts en assurant luxueusement le parasitisme de trois générations de la grosse bourgeoisie. Ils veulent venir en aide aux paysans sans porter atteinte aux intérêts des propriétaires des trusts d'engrais et de la grosse meunerie. Ils veulent aussi évidemment gagner tous les partis et tous les régimes politiques possibles, puisqu'ils déclarent leur plan neutre envers les partis et même les régimes politiques. Il me semble même que les expressions recherchées et incompréhensibles comme les « nationalisations industrialisées », etc., sont choisies pour ne pas effaroucher les oreilles délicates des magnats des trusts.

Ce procédé n'est pas seulement inutile, il est dangereux, il n'est pas seulement dangereux, il est néfaste. Qui veut trop embrasser mal étreint et emporte peu. Nous ne gagnerons pas la bourgeoisie, elle a une conscience inébranlable, elle se moque de nos conseils, elle s'apprête à nous écraser. Plus nous sommes doux, conciliants et obséquieux envers la bourgeoisie, moins elle nous estime et plus elle devient intransigeante et arrogante. Cette leçon se dégage, il me semble, de toute l'histoire de la lutte des classes.

D'autre part, en poursuivant de nos sollicitations le soi-disant grand public et en faisant concession sur concession pour adoucir l'idole capitaliste, nous risquons de mécontenter les déshérités, qui commencent déjà à se dire : ce sont des conseillers des classes possédantes et non pas les chefs des classes opprimées. Nous ne gagnerons jamais le cœur de l'ennemi de classe, mais nous risquons de perdre définitivement la confiance de notre propre classe. C'est la méconnaissance de cette règle fondamentale qui constitue le principal défaut du Plan. Il faut le remanier, il faut l'adresser directement aux salariés et aux exploités, il faut tenir un langage clair et ferme, il faut transformer le Plan en un programme d'action du prolétariat tout entier.

Le Front unique du prolétariat

Les « notes pour les propagandistes » nous recommandent de « cristalliser toutes les bonnes volontés ». C'est vague. Où faut-il les chercher ? Nous connaissons les classes et leurs organisations, mais nous connaissons surtout la mauvaise volonté de la bourgeoisie. Pour la briser, il faut lui opposer la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière. Quant aux classes moyennes, elles ne mettront leur confiance dans le prolétariat que si celui-ci démontre par son action sa confiance en lui-même.

C'est absurde et même criminel de chercher les bonnes volontés dans la bourgeoisie, en brisant et en paralysant la bonne volonté révolutionnaire du prolétariat. Il nous faut coûte que coûte le front unique de notre classe. L'unité syndicale en premier lieu, l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières syndicales, politiques, coopératives, éducatives et sportives avec le but précis : l'application du plan de nationalisation ou de socialisation par la conquête du pouvoir.

Il faut mobiliser tous les vrais militants ouvriers pour une campagne vigoureuse dans le pays. Il faut que les paysans, dans les plus lointains hameaux, se convainquent que le prolétariat s'apprête cette fois-ci sérieusement à renverser la bourgeoisie, à prendre le pouvoir dans ses mains pour transformer notre pays, pour le rendre enfin habitable pour le peuple travailleur.

Ou bien le Plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le prolétariat pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant. L'U.D. de l'Isère est pour l'action révolutionnaire. Si vous faites appel à nous dans ce sens, nous vous répondrons : Présent !

Le texte publié ci-dessus nous a été adressé par un groupe de syndiqués confédérés qui lui assurent la publication dans une brochure qui paraîtra sous peu faisant suite à la brochure " *La Brèche Syndicale* ".

Vient de paraître :

La Brêche Syndicale

(Comment les Motions de l'Union Départementale Confédérée de l'Isère battent en brèche la position réformiste de l'édifice confédéral et frayent la voie au mouvement syndical révolutionnaire.)

Cette brochure est éditée par le « *Comité National Provisoire pour une opposition révolutionnaire dans la C. G. T.* » En vente à « *la Vérité* » au prix de 0 fr. 50.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS
particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD
du Docteur LACROIX ANTOINE
50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF
(ITALIE 11-25)
Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

Tribune de discussion

Nous reprenons avec ce numéro la parution régulière de la TRIBUNE DE DISCUSSION. Notre tribune, rappelons-le, est ouverte à tout membre du Parti, quelles que soient sa tendance et les idées qu'il exprime. Militant socialiste, fais entendre ta voix.

⁂

La conquête du pouvoir

Le problème de la conquête du pouvoir, jusqu'à une époque récente, ne se posait pour la majorité des socialistes français que d'une manière un peu théorique et lointaine. Même ceux d'entre eux qui reconnaissaient que la classe ouvrière devrait un jour s'emparer par la violence du pouvoir politique, n'entrevoyaient la préparation de cette tâche que derrière d'autres, plus immédiates : la propagande quotidienne, le jeu absorbant de l'échiquier politique et parlementaire. L'effondrement ou la défaite sanglante de plusieurs des grands partis de l'I.O.S., le coup de force du 6 février, ont brusquement renversé les valeurs. Aux yeux même des moins clairvoyants, le dilemme inéluctable est désormais posé : fascisme ou révolution socialiste.

Disons les choses comme elles sont : si le fascisme, en France, avait su prendre, comme en Italie et en Allemagne, la forme d'un parti unique, à idéologie précise, à l'action cohérente, notre situation serait beaucoup plus grave qu'elle n'est encore. Au lieu de discuter sur la conquête du pouvoir, nous n'aurions plus qu'à faire notre neu beginnen *comme les Allemands. Mais parce que les capitalistes sont encore divisés nous nous trouvons en face d'un fascisme non unifié dont les chefs s'excommunient les uns les autres et nous craignent assez pour être contraints à des reculades. Je ne dis pas cela pour sous-estimer le danger fasciste. Bien au contraire, puisqu'on voit qu'il suffirait de peu de chose pour créer en face de nous un adversaire auquel, en l'état actuel de l'opinion et de nos forces, nous serions incapables de résister longtemps. Au prolétariat d'utiliser le peu de temps qui lui reste ! La conquête du pouvoir est encore possible en France, si nous savons voir clair et vouloir.*

Quand un problème aussi vital se pose à nous, nous devons avoir le courage intellectuel de faire place nette dans notre esprit. Les principes de l'analyse marxiste que nous avons depuis longtemps adoptés et enseignés se mêlent en chacun de nous à des habitudes de propagande, à des formules un peu automatiques héritées de l'action que nous avons menée les uns et les autres dans des organisations parfois différentes. Sachons opérer la dissociation, et nous défier des schémas tout prêts. La révolution socialiste ne se fera pas en France dans les cadres de la vieille propagande électoraliste et légaliste. Elle ne sera pas davantage une copie de l'Octobre russe.

L'illusion légaliste est encore puissante dans notre parti. Et comme la conquête du pouvoir serait tout à fait impossible si les organisations ouvrières s'attardaient dans ce « crétinisme » qui paralyse leur action au moment décisif et les livre désarmées à l'adversaire, notre première tâche est de bien faire comprendre à nos camarades cette vérité essentielle : on ne s'empare pas du pouvoir pour construire un régime nouveau en respectant les règles du jeu instituées pour la sauvegarde du régime ancien. La réalité historique a d'autres exigences, et sous la pellicule de plus en plus mince des « libertés démocratiques » le bouillonnement des forces de guerre civile est aujourd'hui bien apparent. Espérer en une fraction du capitalisme pour faire respecter les rouages du régime, pousser un soupir de soulagement quand un cabinet Flandin arrive au pouvoir (la République est sauvée ! Frossard dixit... et aussi Blum), c'est se préparer aux défaites les plus atroces. Dans la lutte engagée, le prolétariat n'a plus à compter que sur sa force propre, et non sur un paravent juridique et constitutionnel que personne ne respectera plus. Ces constatations, la majorité du parti les fait aujourd'hui, mais il est à craindre que beaucoup ne les fassent que verbalement, et se refusent à en tirer les conséquences pratiques. Ce qui ne signifie pas non plus que nous devions rejeter a priori, *dogmatiquement, tous les moyens légaux. Quand nous aurons bien compris que la question de savoir si un mode d'action est légal ou non* n'a pas d'importance en soi, *que seule compte l'efficacité propre de ce mode d'action, bien des discussions académiques s'évanouiront. Les textes juridiques sont plus souples qu'on ne croit, et la légalité est bonne fille : elle se donne au plus fort.*

La vraie question, le problème crucial, c'est la conquête de l'opinion, la préparation psychologique des masses à l'action révolutionnaire. J'insiste sur ce point parce qu'à mon sens, bien des camarades, parmi les lecteurs de ce journal, qui ont un sens aigu des nécessités révolutionnaires, oublient cependant celle-ci, primordiale : le parti le plus fort, le plus conscient de l'inéluctabilité de la guerre civile, le mieux organisé militairement, *ne marche qu'à de terribles défaites s'il n'a pas avec lui le climat psychologique, le soulèvement de l'opinion qui démoralisent l'adversaire et emportent la victoire. Quels sont les éléments de cette préparation psychologique ?*

Ils dérivent de cet enseignement de toutes les époques révolutionnaires, que celui-là a les plus grandes chances de l'emporter qui a su créer la conviction générale que c'est lui qui attaque, que c'est à lui qu'appartient l'avenir. *Notre première tâche est d'enlever cet avantage aux ligues fascistes. Nous devons faire le maximum pour les discréditer dans l'opinion, pour décourager leurs troupes, en les empêchant de tenir la rue, en les chassant des quartiers ouvriers, en interdisant partout où cela vous sera possible, la vente des journaux fascistes. A cet égard l'organisation des milices prolétariennes est évidemment une tâche de première importance. La puissance d'un parti aussi faible numériquement que peut l'être l'Action Française tient à cette parfaite utilisation du* prestige de la force. *Nous avons trop longtemps toléré les coups de main habilement organisés des camelots du roi, aujourd'hui imités par d'autres groupes d'extrême-droite. Nous sommes beaucoup plus nombreux qu'eux. Sachons les attaquer, non pas toujours et systématiquement, mais partout où nous pourrons nous assurer l'avantage. Combien parmi les adhérents plus ou moins mercenaires des ligues fascistes se décourageront lorsqu'ils auront été deux ou trois fois convenablement rossés ! Mais, répétons-le encore une fois : dans une telle guerre, il ne s'agit pas d'adopter la tactique du taureau qui fonce dans l'arène chaque fois qu'on le provoque.* L'offensive systématique est presque aussi dangereuse que la dérobade systématique. *Elle nous ôte notre liberté de manœuvre, elle laisse entière celle de l'ennemi. Nos milices ne doivent pas être lancées sans discernement contre des forces de police supérieures, ou dans des circonstances où elles se heurteront à la fois aux fascistes et à la police. Elles doivent attaquer les fascistes quand ceux-ci sont isolés. Je ne parle pas, bien entendu, des circonstances où la lutte nous est imposée, où elle prend un caractère défensif. Mais nos milices ouvrières ne peuvent avoir rien de commun avec les soviets de soldats russes en* 1917 : *elles ne sont pas* l'armée de la révolution, *elles en seront peut-être les cadres nécessaires, elles sont maintenant les outils précieux de sa préparation.*

Les progrès du fascisme étant ainsi enrayés, nous devons assurer les nôtres par une propagande appropriée. Avant tout, nous devons apparaître comme un parti exclusivement révolutionnaire. Cela ne signifie pas que nous devions nous servir comme d'armes de propagande de formules faites pour nos discussions théoriques, mais que tout, dans notre attitude, doit nous faire apparaître comme les adversaires irréductibles de ce qui existe (y compris les institutions parlementaires actuelles, fausse démocratie), comme les constructeurs d'un régime entièrement nouveau. Pas d'attitudes intermédiaires, pas d'indulgence pseudo-objective à l'égard du capitalisme (comme celle de la C. G. T. approuvant à moitié les projets économiques de Flandin). Dénoncer sans cesse le mensonge de toute solution à la crise autre que l'expropriation du capitalisme, proclamer sans cesse que nous seuls *apporterons le soulagement à la misère universelle, et ne pas craindre, puisque nous croyons à la révolution prochaine, de préciser et de prévoir quelles seront les premières tâches du prolétariat au pouvoir. Ne pas laisser, à cet égard, les dirigeants de la C. G. T. annexer habilement l'idée de* Plan *en l'opposant à l'idée de révolution. Montrer que l'une et l'autre se confondent, et contraindre les dirigeants confédéraux à aller jusqu'au bout des nécessités révolutionnaires, par la pression de tous ceux qui auront compris que des mesures comme la socialisation des grandes industries ne seront pas exécutées avec la collaboration patronale, mais par la destruction du patronat. Développer la presse ouvrière, lui donner un peu plus de tonalité révolutionnaire, donner à tous et d'abord à nous-mêmes, la conviction que nous n'avons pas à nous défendre, mais à attaquer, et que notre victoire est certaine. Et pour cela, donner au Parti des chefs qui comprennent que la propagande ne peut plus être aujourd'hui ce qu'elle était il y a trente ans...*

Quel sera, après cela, le schéma précis de la conquête du pouvoir politique ? Nous n'en savons rien, et ce serait faire un travail utopique que de vouloir définir ce qui dépend des circonstances. La force révolutionnaire soulevée fera éclater la carapace du régime selon ses lignes de moindre résistance. L'occasion peut en être une campagne violente pour un mot d'ordre populaire, ou contre une loi d'oppression ; elle peut aussi sortir d'une poussée électorale, d'une grève générale ou d'une réaction contre un coup de main fasciste. L'essentiel est de ne jamais se poser la question de la légalité, d'avoir bien préparé le prolétariat à l'usage de sa force, et l'opinion tout entière à la certitude et à la nécessité de notre victoire. Alors, comme lors de tous les changements de régime, les instruments de défense du capitalisme s'affaibliront, se démoraliseront, se disloqueront d'eux-mêmes, et les armes de la guerre civile, c'est l'adversaire lui-même qui nous les livrera souvent.

Je n'ai pas voulu aborder le problème de l'occupation de l'Etat, de l'organisation du pouvoir prolétarien, qui débordent du sujet. Pas davantage celui de l'unité ouvrière, qui mérite une étude distincte. Mais les quelques points posés plus haut me paraissent répondre au problème posé : la conquête du pouvoir. Que tous les camarades qui sentent la nécessité de cette tâche, répandent ces mots d'ordre dans le Parti. Et qu'il me soit permis, en terminant, de regretter que trop de jeunes, parmi les plus conscients des nécessités de l'heure présente, dépensent irrémédiablement leurs efforts à réclamer pour l'organisation des Jeunesses (qui a une autre destination), une inutile autonomie, alors que leur place est nécessaire, *est* urgente, *dans les sections du Parti, où ils pourraient, s'ils le voulaient vraiment, faire entendre plus efficacement leurs voix.*

Michel KOKOCYZNSKI.

Au Syndicat des Employés

Comment réaliser le plan de la C.G.T.

Il me semble bon pour nos Camarades non de polémiquer — ne perdons pas notre temps — mais d'expliquer.

Minorité d'opposants, dit le compte rendu du « Peuple » du 25 janvier. Opposants ? Bien sûr, si c'est être opposant que de vouloir émettre une opinion, qui n'est pas strictement conforme à celle du Bureau Confédéral.

Quant à la minorité, c'est à vérifier. Il est avéré — me tromperai-je ? — que le syndicalisme est la base de la démocratie prolétarienne et en démocratie chacun est libre — n'est-ce pas, camarade Capocci ? — d'exprimer son opinion. Selon moi, il est même obligatoire de l'exprimer pour le bien de la collectivité, même si cette opinion fait manquer le président de la séance de tout sang-froid et de toute mesure.

Revenons au « Plan », dont je ne peux analyser encore les modalités et auquel je me rallie dans son ensemble. Mais comment l'appliquer ?

Demander sa réalisation au régime actuel, c'est être l'agneau candide, qui demande au loup à quelle sauce il l'accommodera. Ce serait, dans l'hypothèse la plus favorable, en permettre le sabotage dans l'application, le vouer à la dérision.

S'en servir pour la propagande et sans aucune autre action ? Ce serait un grignotage lent et... candide. Il serait à craindre que les chômeurs trépassent ou soient, devant notre inertie, gagnés au fascisme.

Attendre, attendre que la vertu du Plan (Plan que j'approuve) ait entamé l'édifice attaqué ? Quelle dérision ! Alors ?

Oui, camarades, nous sommes pour l'action immédiate d'envergure, pour l'action révolutionnaire pour le Plan. Nous pensons, nous, malgré nos Camarades du Bureau qu'une Grève Générale en coordination avec toutes les organisations prolétariennes *aurait encore toute sa valeur au point de vue de l'action. Et grève générale pour nous veut dire grève totale, sans concessions à la bourgeoisie au pouvoir. Dois-je ajouter, à l'adresse de notre camarade Jouhaux, que l'individualité est inefficace, parfois nuisible et que seule l'action de masse peut faire triompher une cause.*

Pour terminer, je remercie ce journal dont l'indépendance ne se préoccupe pas de ma tendance pour insérer mon article, donnant ainsi un exemple de démocratie, qui montre à nos dictateurs syndicaux que le sectarisme n'est pas toujours où la réputation l'a placé.

Paul-Louis BLOCH.

SANS COMMENTAIRES

Paris, le 18 mars 1935.

A la rédaction de la « Vérité ».

Camarades,

Depuis plusieurs semaines, « L'Avant-Garde » mène une campagne contre les J. S. membres de la tendance B. L. et exploite pour cela le conflit qui mit récemment aux prises Trotskystes et Jeunes Socialistes Révolutionnaires.

Trouvant mensongère l'interprétation donnée à cette lutte par « L'Avant-Garde », j'ai envoyé à cette dernière une lettre le 4 février 1935. Dans le numéro du 15 mars, quelques passages de ma lettre ont été publiés, mais de telle sorte que le sens en était complètement déformé.

J'envoie donc ce jour à « L'Avant-garde » une rectification, mais je doute qu'elle soit insérée.

Je vous adresse inclus cette rectification ainsi que ma première lettre et vous prie de les insérer sans y ajouter de commentaires afin de conserver à ces documents le caractère impartial que j'ai voulu leur donner.

Recevez, chers Camarades, mes salutations révolutionnaires.

M. CORVIN.

Faute de place, nous ne pouvons publier la première lettre assez longue du cam. Corvin, celle que l'*Avant-Garde* a déformée, mais l'essentiel est contenu dans la rectification qu'il adressa et que nous publions ci-dessous.

Paris, le 18 mars 1935.

A la rédaction de « L'Avant-Garde ».

Camarades,

Je vous ai envoyé le 4 février une lettre dont vous avez inséré quelques passages dans « L'Avant-Garde » du 15 mars 1935, mais de telle sorte que le sens en est complètement déformé.

Je compte sur votre loyauté pour passer dans votre prochain numéro la courte rectification suivante :

1° Ainsi que je l'ai dit dans ma précédente lettre, je suis un des Camarades qui ont lutté le plus vigoureusement contre les Trotskystes au sein de la tendance « Jeune socialiste révolutionnaire », et je n'ai pas l'intention de les « défendre », mais de répondre à l'interprétation fausse que vous donnez de notre lutte contre eux.

2° Je ne confond pas les 200 J. S. qui ont voté la motion trotskyste avec les chefs et c'est bien de ceux-ci que je parle quand je dis que je ne les considère pas comme des contre-révolutionnaires.

3° J'affirme à nouveau que cette conception est celle de tous les J. S. qui ont lutté à mes côtés.

4° Je vous mets au défi de faire dire aux leaders des J. S. R. pas plus qu'à Dumon, Mireille Osmin ou aucun autre qu'ils considèrent les Bolchévistes Léninistes comme policiers, des provocateurs ou autres gentillesses dont vous les accablez.

Recevez, Camarades, mes salutations révolutionnaires.

M. CORVIN.

Le responsable ne nous ayant pas remis les articles convenus, nous nous excusons de ne rien publier dans ce numéro sur les jeunes.

Le Gérant: P. FRANK.

De Coster Fils, 12, r. Notre-Dame-de-Nazareth, Paris-8e